

Comment changer de cap quand on a perdu le nord ? (suite)

A supposer que les ténors de l'UMP soient en quête de programme plutôt que de promotion personnelle (hypothèse audacieuse), ils n'ont rien trouvé à ce jour de nature à enthousiasmer les Français. Alain Juppé propose de revenir aux errements chiraquiens ; Nicolas Sarkozy se propose de revenir aux affaires. De toutes façons tous les partis attendent avec impatience que le pouvoir actuel s'effondre pour aller à la curée.

Voilà qui tient lieu de vision d'avenir !

Ce trouble fondamental et durable de la vie politique française a sans doute une dimension institutionnelle : la Cinquième République réduit le Parlement au silence et le cap de toute politique est défini à l'Élysée. En ce sens, il y a bien « crise de régime ».

Mais il y a aussi une dimension doctrinale, sous deux formes complémentaires. Première forme, celle de « l'adoxalisme », comme disait Daniel Villey. C'est le refus de la doctrine et la préférence pour l'empirisme. Depuis plusieurs décennies, le dogmatisme est dénoncé ; au prétexte que c'est la doctrine marxiste qui a mené le communisme à ses horreurs et à sa chute, toute doctrine quelle qu'elle soit est à rejeter. L'adoxalisme est une grande victoire sur la démocratie remportée par la classe politique : les dirigeants n'ont plus à se soucier des engagements qu'ils prennent ou prendront puisqu'ils navigueront en fonction des « réalités », alibis de toutes leurs improvisations et de tous leurs reniements. Chèque en blanc donné par le peuple aux élus, la démocratie se réduit au droit de vote, lui-même vidé de son sens par la désinformation, le corporatisme et la démagogie.

La deuxième forme est le refus de toute référence à des valeurs fondamentales, liées à la nature, à la liberté et à la dignité de l'être humain. Or, c'est le fondement et le contenu de la vraie doctrine libérale. En France, la pensée libérale n'a aucune expression politique : depuis 2002, plus aucun parti installé ne se proclame libéral, aucun parti libéral ne peut se créer durablement sans financement, les fonds de campagne étant réservés aux partis déjà en place ! Au sein même des partis, des personnalités ou des groupes se référant au libéralisme sont broyés par l'appareil et l'expérience révèle qu'ils n'ont jamais infléchi les orientations définies en haut lieu, les hiérarques ayant plus d'intérêt et plus d'aptitude aux montages politiques qu'au choix d'une doctrine.

Voici donc ma conclusion : faute de référence aux idées de la liberté, faute d'une force de frappe politique libérale, le cap de la liberté a été perdu. La France est désorientée, déboussolée : la classe politique a perdu le Nord.

« La classe politique a perdu le Nord. Le Nord, c'est la doctrine libérale »

Or, nombreux sont les Français qui, intuitivement ou consciemment, savent que le cap libéral est le seul à prendre pour sortir le pays de sa situation de crise économique, sociale et morale. Et ces Français représentent des centaines de milliers d'électeurs, dix fois plus nombreux sans doute que ceux qui votent pour le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) ou pour Lutte Ouvrière, dont les vedettes (tel Besancenot) sont accueillies par les médias. Mais qui les entendrait ?

C'est la raison pour laquelle quelques-uns d'entre nous vous proposent pour le soumettre à l'opinion publique le texte d'un manifeste qui n'a d'autre but que de rappeler cette évidence : il y a des libéraux en France et la boussole politique retrouvera le Nord quand les Français retrouveront leur liberté.

Jacques Garello

La « politique d'austérité » vue par les Banques Centrales

Pure coïncidence ou lien logique ? « L'affaire Montebourg » se produit au moment où se termine la conférence de Jackson Hole (Wyoming) organisée chaque année pour coordonner les politiques monétaires des grandes banques centrales du monde entier. Point commun : la politique d'austérité est-elle toujours de mise après plusieurs années de crise économique ?

Cette question a divisé les banques centrales : à la surprise générale, Janet Yellen, qui dirige la FED (Federal Reserve Bank à Washington) annonce que les Etats Unis vont tourner la page des « assouplissements » et envisagent une hausse des taux d'intérêt, tandis que Mario Draghi, Président de la Banque Centrale Européenne (BCE) désire poursuivre dans la voie d'une relance monétaire. Apparemment, c'est donc Vals contre Montebourg. Mais qu'en est-il en réalité ? L'austérité n'existe que dans les discours politiques et le keynésianisme continue à hanter les esprits.

Des dizaines d'années de « monnaie facile »

« Quantitative easing » disent les anglo-saxons. C'est la politique que la FED a choisie bien avant la « crise » de 2008. C'est une rupture avec le monétarisme de Freedman, estimant que le devoir d'une Banque Centrale n'est pas de faire varier la masse monétaire en circulation d'après la conjoncture mais de respecter une règle d'or : assurer en permanence le parallélisme entre croissance de la quantité de monnaie en circulation (masse monétaire) et Produit National. Cette politique-ci est dite « automatique », alors que celle-là est « discrétionnaire », au sens de « laissée à la discrétion de la banque centrale ».

Il y a une différence de nature entre les deux politiques. Dans l'optique monétariste, la banque centrale a pour mission d'assurer la stabilité monétaire, un service éminent rendu aux agents économiques qui ont une certitude sur la valeur de la monnaie et peuvent faire des prévisions réalistes. Dans l'optique keynésienne, la banque centrale rend service à l'économie en ouvrant les vannes du crédit pour soutenir la dépense nationale, soit pour investir soit pour consommer.

Au fil du temps, le « quantitativisme » s'est progressivement relâché et la FED a recommencé, comme aux plus belles années d'inflation de la décennie 1970-1980, à ouvrir les vannes du crédit et à rendre « l'argent facile » pour soutenir l'activité économique.

Les déboires de l'assouplissement quantitatif

Avoir facilement accès au crédit distribué par des banques qui elles-mêmes sont approvisionnées en liquidités par la Banque Centrale : programme séduisant en apparence ! Tout le monde peut investir ou consommer à des taux d'intérêt nominaux très faibles, parfois même à des taux d'intérêt réels négatifs.

Mais, comme le font remarquer Hayek et les économistes « autrichiens », si n'importe qui a accès au crédit, les banques finiront par prêter à des insolubles, tandis que les projets réellement rentables seront ralentis, l'argent étant parti vers des parasites. C'est exactement ce qui s'est passé avec les « subprimes » en 2008.

De plus, il y a un consommateur de crédit insatiable : c'est l'Etat. Peu à peu la Banque Centrale est amenée à combler les déficits budgétaires et la dette publique prend son envol ; on sait qu'on n'est pas parvenu à la maîtriser –sauf dans quelques rares pays comme la Suisse et la Suède en Europe.

L'argent ainsi gaspillé sans considération de rentabilité ni de solvabilité constitue un « malinvestissement » (Hayek) et ne tarde pas à créer du chômage et l'économie s'enlise alors même que l'on croyait la relancer.

Ainsi, dans l'histoire monétaire des vingt dernières années, il n'y a jamais eu d'austérité. Au contraire, c'est l'accumulation de déficits budgétaires et de la dette publique, c'est le financement de projets pharaoniques mais catastrophiques et c'est surtout l'irresponsabilité et le parasitisme qui s'installent, avec pour rançon le chômage massif.

>>

Revenir à « l'austérité » ?

Donc très curieusement la question aujourd'hui en débat est celle de revenir ou non à une austérité qui n'a jamais existé, et surtout pas en France.

Parmi les banques centrales du monde entier, la tendance est à « l'austérité ». Le Japon fait exception, mais est en train de sombrer. La Fed veut réduire le quantitative easing, car un vrai danger pèse sur le dollar, dont la contrepartie est faite de créances sur le Trésor américain.

Il est vrai que, sous la pression des pays du Sud de l'Euroland, Monsieur Draghi vient d'annoncer le maintien de taux faibles et l'encouragement à la relance des crédits. Mais il met ainsi en danger la zone euro entière et le bloc « libéral » ne sera peut-être pas disposé à le suivre : Monsieur Junker ne veut pas cautionner les débordements budgétaires, notamment en France.

Tout au contraire, Monsieur « made in France » et les siens préfèrent nous décrire une Europe marchant au pas derrière Madame Merkel. Il ignore que plusieurs pays qui ont renoncé à l'argent facile et ont remis leurs politiques budgétaires en ordre sont maintenant sortis de la crise et leur taux de chômage est la moitié (voire moins encore) du nôtre : Autriche, Pays Bas, Suède, République Tchèque, Allemagne bien sûr sont en dessous ou autour des 5% de chômeurs.

Nous écrivions naguère (Nouvelle Lettre du 24 mai) que « Montebourg accuse l'Europe de libéralisme, en agitant l'épouvantail du libéralisme ; or la définition qu'il en donne montre que l'Europe n'est pas libérale ! L'Europe de la réglementation, des politiques communes, à commencer par la politique agricole, des directives tatillonnes, c'est tout sauf l'Europe libérale. »

Montebourg ne dit pas la vérité, ni sur l'Europe, ni sur l'austérité. Et s'il y a quelques raisons d'accuser Bruxelles, rien n'autorise à admirer Francfort.

Un gouvernement « de clarté »

Le masque du libéralisme économique pour détruire la nation française

Qu'on ne s'y laisse pas prendre : ce remaniement est une nouvelle supercherie.

La nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'économie est un paravent. Au prétexte que ce brillant inspecteur des finances ait exercé ses talents à la banque Rothschild le voici étiqueté « libéral ». Et les médias parlent déjà de « l'orientation libérale du gouvernement ». Bien entendu, tout cela n'est que façade. Si le premier ministre déplore le niveau très élevé des dépenses publiques, il ne se donne aucun moyen de les réduire et le budget qui sera voté dans quelques semaines

sera en déficit, très au-delà des 3% sur lesquels la France s'est engagée vis-à-vis de ses partenaires européens. Le seul intérêt du choix d'Emmanuel Macron est de ne pas déplaire aux marchés financiers et aux gendarmes bruxellois, la France sera représentée par un professionnel poli au lieu d'un hurluberlu agressif.

Mais le plus important n'est pas là, car nous sommes déjà dans la mascarade « sociale libérale » depuis le début de l'année. Le plus important, c'est que l'œuvre de destruction de la nation française va pouvoir se poursuivre. Les « valeurs de la gauche » sont bien servies avec les nomina-

tions de Christiane Taubira et Najat Vallaud Belkacem. La Garde des Sceaux est toujours là. Après avoir attaqué avec succès la famille, elle pourra continuer à défigurer le droit pénal et la justice. Quant à la nouvelle vedette de l'Education Nationale elle pourra exprimer sans réserve son militantisme en faveur de la théorie du genre, et les écoliers pourront comprendre qu'ils ont le choix d'être garçons ou filles.

Voilà donc le pays entre de bonnes mains. Comme tout cela ne manquera pas de déboucher sur l'échec économique et le chaos social, on pourra dans quelques mois incriminer le cap libéral. •

L'homme qui a abattu la Quatrième République

C'était Pierre Lagaille. C'était le 13 mai 1958



Pierre Lagaille s'est éteint le 17 août, à l'âge de 83 ans. Alors que certains (Le Figaro, 25 août) ont cru bon de le dénoncer à la vindicte populaire en rappelant qu'il fut à l'origine de la création de l'OAS en 1961, je crois plus honnête et plus conforme à l'histoire de rappeler son rôle déterminant en mai 1958 qui a sonné le glas de la Quatrième République.

À la fin de son service militaire, le lieutenant de parachutistes Pierre Lagaille s'inscrit à la Faculté de Droit d'Alger pour poursuivre ses études de doctorat. Les étudiants ne tardent pas à l'élire comme président de leur association. Son charisme en fait rapidement l'un des leaders des multiples associations qui militent pour l'Algérie française. Le 13 mai, en tenue camouflée et entouré de harkis armés qui avaient servi sous ses ordres, Lagaille entraîne les manifestants, massés au plateau des Glières (au pied du bâtiment

du Gouvernement Général), à l'assaut de ce « GG », comme on dit. Sous sa direction les insurgés s'emparent d'un camion du 3^{ème} RPIMa et enfoncent les grilles protégeant le bâtiment. Rien n'arrête Lagaille et il se retrouve sur le balcon du GG : le pouvoir a chancelé et la foule envahit ce qui était le symbole du pouvoir parisien à Alger. Pour tenter de canaliser le mouvement, le général Massu accepte de constituer un Comité de Salut Public. Le soir même, appel est lancé par Massu au général de Gaulle : la fin de l'Algérie Française était signée en même temps que la fin de la IV^{ème} République.

Élu triomphalement député d'Alger en octobre 1958, Lagaille avait compris que l'Assemblée Nationale était déjà sous la coupe d'un pouvoir engagé dans la politique « d'auto-détermination » et que la seule issue possible était un coup d'État avec les chefs de l'armée présente en Algérie. Sans doute abusé par l'interview donnée par Massu à un journaliste allemand, il décide de passer à l'action et organise un « camp retranché » au cœur des facultés d'Alger, tandis que les militants de Joseph Ortiz installent des barricades dans le même périmètre. Les Algérois venus le dimanche 24 janvier 1960 manifester leur soutien sont pris dans une fusillade et on déplorera la mort de 25 personnes. La semaine des barricades sera marquée par l'hésitation de certains militaires et par la visite du Premier Ministre Michel Debré, partagé entre son engagement en faveur de l'Algérie Française et sa fidélité à De Gaulle. Lagaille accepte de se rendre à condition que ses amis retranchés dans les bâtiments de l'Université soient

traités avec dignité et soient acceptés au sein d'un commando spécial de la Légion Étrangère. Quant à lui, il sera prisonnier pendant 9 mois à la prison de la Santé, aux côtés des autres leaders de l'Algérie Française. Le « procès des barricades » à Paris tourne au désavantage du pouvoir et les accusés sont rapidement mis en liberté provisoire. Trompé par les bruits d'un complot soi-disant ourdi avec Jacques Soustelle, Lagaille s'enfuit en Espagne. Cette erreur le condamnera à rester sous bonne garde de Franco de 1960 à 1968 : Massu obtient de de Gaulle l'amnistie des évadés. Si Lagaille a conçu avec Salan le nom et l'idée de l'Organisation Armée Secrète à Madrid en 1961, il n'a jamais participé à cette OAS, le « putsch » d'avril 1961 ne sera pas son œuvre, mais celle du « quarteron de généraux à la retraite » (Salan, Challe, Jouhaud et Zeller).

De retour en France, Pierre Lagaille s'inscrit au barreau d'Auch. Son charisme et son éloquence ont fait de lui pendant quelques années le porte parole des Pieds Noirs et des Harkis. Mais il cessa tout engagement politique sans raison apparente après le succès de la droite aux élections législatives de 1978, un succès auquel il avait pourtant fortement participé. Son grand talent, son intelligence très vive, son courage indomptable peuvent forcer aujourd'hui le respect. Mais il n'y avait plus place pour lui dans une France qui avait fait le choix de ne pas défendre les droits et les vies de ceux qui se voulaient Français et de livrer un peuple entier aux barbares.

Jacques Garello

La Nouvelle Lettre a redémarré avec un jour de retard : la faute à Montebourg ! Je compte sur votre compréhension.

Je compte aussi sur votre engagement.

1° L'appel à signature du Manifeste, sans doute activé par une émission de Radio Courtoisie mercredi dernier, a déjà produit son effet ; sur le site www.libres.org une première escouade de cinquante pionniers s'est mobilisée.

2° Ne manquez pas de nous envoyer les adresses e-mails que vous aurez récoltées durant ces dernières semaines, en vue d'un service gratuit de nature à susciter des abonnements.

3° Songez à organiser des forums des libertés, rencontres qui déclinent le libéralisme et élargissent notre communauté. L'ALEPS vous met en relation avec des conférenciers et des auteurs pour animer vos réunions. Mine de documentation, le site www.libres.org vous aide dans le choix des sujets.

Appliquons le grand principe de subsidiarité à notre démarche : c'est à notre niveau, avec notre énergie personnelle, avec notre entourage, que nous ferons avancer la cause libérale, nous ne pouvons attendre quelque salut « d'en haut », de l'homme ou du parti providentiel.

Il y a place aujourd'hui pour le message libéral. A nous de l'occuper.

Jacques Garello

Le Manifeste est conçu pour rappeler qu'il existe un trésor caché, que personne n'a déterré, mais dont nous connaissons les merveilles parce que des mages venus de l'étranger nous les ont révélées : le libéralisme. L'électorat libéral existe, mobilisons-le et faisons-le miroiter aux yeux des candidats.

Les dix points importants de ce Manifeste

1. Notre pays est confronté à une crise non seulement économique, mais aussi sociale et morale : irresponsabilité, violence, corruption (§1)
2. Il est de notre devoir d'exprimer des convictions claires. Ne rien faire c'est laisser faire. La « trahison des clercs » a permis l'expansion des totalitarismes dans les années 1930 : personne n'a voulu voir ou n'a osé parler (§2)
3. Beaucoup de pays ont renoué avec les idées de la liberté. Pourquoi pas chez nous ? (§2)
4. La racine de tous nos maux : étatisme et collectivisme, mis en œuvre par tous les gouvernements successifs (§3)
5. La liberté stimule l'activité et épanouit l'être humain (§4)
6. Les impôts et réglementations, les contraintes subies dans sa vie privée et professionnelle détruisent l'initiative et la motivation de l'être humain (§4)
7. La solution : désétatisme et dépolitiser la France, réduire les prélèvements et les réglementations et, pour ce faire, ramener l'Etat à ses missions véritables et réduire la place de la politique dans la société (§5)
8. Aller vers les Français, aujourd'hui résignés et désintéressés, qui ne trouvent aucune réponse dans les projets et discours de la classe politique (§6)
9. Démontrer qu'entre le nationalisme dirigiste et le socialisme collectiviste, il y a une troisième voie : celle de la liberté. C'est celle qu'ont empruntée les pays sortis de la crise (§6)
10. Ensemble nous pouvons agir efficacement en affirmant notre foi et notre détermination (§7)

Français, retrouvons nos libertés !

Nous cherchons comme vous comment retrouver confiance, prospérité et dignité.

Nous constatons comme vous que la situation de la France est grave : une faillite économique indigne d'un grand pays qui a pu servir de modèle dans un lointain passé, grâce aux talents de ses habitants, à leurs traditions, à leur goût de l'effort ; mais aussi des tensions sociales très vives qui créent dans la vie de chacun un sentiment d'inquiétude et même de crainte ; mais encore une crise morale qui menace la famille, l'école et la vie publique et banalise l'irresponsabilité, la violence et la corruption.

Nous estimons de notre devoir d'affirmer nos convictions et de proposer les directions qu'il conviendrait de prendre pour rendre aux Français non seulement plus de bien être personnel, mais aussi un environnement plus harmonieux dans leur vie de tous les jours. Nous le faisons avec l'espoir de réunir autour de ces perspectives nouvelles un grand nombre d'entre vous ; que souffle un vent nouveau sur notre vie publique !

Nous dénonçons la racine de tous nos maux : la France est devenue malheureusement une sorte de laboratoire du socialisme et tous les gouvernements qui se sont succédés ont enfoncé le pays dans cette voie. L'expérience nous apprend que partout et toujours dans le monde, l'étatisme et le collectivisme se traduisent par des échecs éclatants et des drames humains. La même expérience nous enseigne qu'en France comme ailleurs il est possible de restaurer l'efficacité, la confiance et l'harmonie quand on a la volonté et le courage de rompre avec des politiques à courte vue, démagogiques et incohérentes, comme celles qu'ont menées depuis des décennies nos gouvernants, qu'ils soient dits de droite ou de gauche.

Nous savons que cette expérience ne fait d'ailleurs que conforter ce qu'un raisonnement rigoureux permet facilement de comprendre : lorsque les êtres humains sont libres d'agir, de travailler, d'entreprendre, d'innover, de disposer du fruit de leurs efforts et de leurs apports, ils peuvent réaliser leurs projets et la prospérité en est une conséquence nécessaire. Mais lorsqu'ils sont écrasés d'impôts, paralysés par des réglementations innombrables, complexes et toujours changeantes, contraints dans leur vie privée, leur vie professionnelle, leurs capacités à agir et leurs motivations sont détruites.

Nous affirmons par conséquent que la seule solution qui s'impose est de retrouver nos libertés, en réduisant de manière rapide et profonde tous les prélèvements obligatoires confiscatoires et en supprimant un grand nombre de lois et réglementations, ce qui implique une redéfinition des missions de l'Etat et de la place de la politique dans la société.

Nous invitons ceux qui partagent cette opinion à aller vers tous les Français que la culture de l'interventionnisme étatique et la pensée unique ont trompés. Ils s'éveillent maintenant, sceptiques ou résignés et désorientés par le tintamarre de la société politique. Notre devoir commun est de leur dire sans crainte, sans esprit partisan, qu'il existe une seule voie ouverte et désirable : le chemin de la liberté.

Nous manifestons notre foi et notre détermination : ensemble retrouvons nos libertés !

*Ce Manifeste est ouvert à votre signature sur le site <http://www.libres.org>.
Il sera présenté à la presse dès que possible.*



Pour un système de retraite qui marche La réforme chilienne

A l'initiative de l'association Liberté Chérie, Jose Piñera vient de donner une recette très simplifiée d'une réforme des retraites qui marche : celle qu'il a appliquée dans son propre pays et celle qu'il est en train de mettre en place dans de très nombreux pays en Amérique du Sud et en Europe.

Jose Piñera, économiste chilien diplômé de Harvard, a rejoint les « Chicago boys », élèves de Milton Friedman très impliqués dans les réformes économiques en Amérique Latine dans les années 1980. Il est ministre du travail et des retraites du gouvernement Pinochet lorsque le dictateur décide d'infléchir sa politique dans le sens libéral. Le 4 novembre 1980 il met en place sa fameuse retraite. 34 ans plus tard, son système est toujours en place et donne toute satisfaction. Le Chili est sans doute le pays d'Amérique Latine le plus prospère aujourd'hui.

La recette chilienne est très simple : abandonner les retraites par répartition pour adopter un système par capitalisation. Chaque salarié chilien obtient la totale liberté de ne pas verser ses cotisations obligatoires au système public et d'alimenter avec cet argent un compte d'épargne retraite personnalisé géré par une agence privée (Administradoras de Fondos de Pensiones) librement choisie par le salarié. Comme toujours, c'est la procédure de transition d'un système à l'autre qui fait difficulté. Au Chili, la liquidation des droits obtenus par les salariés dans le système par répartition a pu être financée par un programme de privatisation quasi-générale de tout ce qui appartenait à l'Etat, en particulier des ressources minières (Piñera sera ministre des mines à partir de 1981).

C'est sur ce dernier point que la réforme chilienne me pose un problème, je l'évoque dans mon propre ouvrage récent « *Comment sauver vos retraites* ». José Piñera était de passage hier à Marseille. J'ai eu l'occasion d'en discuter avec lui. En effet, le système français par répartition est bien plus endetté que ne l'était le système chilien et l'Etat a déjà bradé la plus grande partie des bijoux de famille : l'argent des privatisations a été considéré comme une « cagnotte » dans laquelle les gouvernements successifs ont largement puisé pour alléger les déficits budgétaires et aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose. J'avais estimé il y a quelques années les recettes potentielles de nouvelles privatisations à quelque 600 milliards d'euros, ce qui est nettement insuffisant pour réduire la dette sociale accumulée par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse.

Mais José conteste mon approche, parce qu'elle ne comptabilise que la valeur des biens « marchands » possédés par les administrations françaises (les terrains possédés par la SNCF, les actions détenues dans certaines grandes entreprises du CAC 40, comme Peugeot ou Renault, AREVA, etc). Il suggère que la France a une fortune considérable en biens « culturels », comme les trois forts de Marseille, Notre Dame de la Garde, etc. Ils peuvent fournir une caution suffisante pour emprunter l'argent du financement de la transition. N'a-t-on pas vendu l'Hôtel Dieu construit par François Ier pour y installer l'Hôtel Intercontinental ?

On sait que j'ai envisagé autrement le financement de la transition, par un système de droits de sortie du système public. Mais pourquoi pas ? En tous cas, la réforme chilienne mérite d'être connue, ainsi que les miracles économiques, sociaux et politiques qu'elle a engendrés.

Jacques Garelo



Conférence régionale de European Students For Liberty

13 septembre 2014
Théâtre des Deux Anes
100 Boulevard de Clichy PARIS 75019

Cette conférence régionale francophone de European Students For Liberty, rassemblera des étudiants libéraux de l'espace francophone.

Tenue en langue française, il permettra aux participants d'échanger leurs expériences, de se faire de nouveaux amis libéraux et de prendre part au débat avec des orateurs de renom : Pierre Bessard, président de l'Institut Libéral de Lausanne sur le système politique suisse et notamment la valeur sous-estimée de la concurrence entre les juridictions, Laurent Carnis à propos de la bureaucratie, James Lark sur les bases du libéralisme, Gaspard Koenig sur le sujet de la dette publique et Damien Theillier sur la loi et la morale.

Participez au deuxième sommet francophone de European Students For Liberty à Paris! La participation est gratuite. Informations et inscriptions www.europeanstudentsforliberty.org